

Le rôle de chaque gouvernement consiste à essayer d'y amener les changements et redressements jugés raisonnables dans le commerce entre nos deux nations, changements et redressements qui soient à l'avantage de l'une comme de l'autre. Telle est la situation et tel est notre objectif, monsieur l'Orateur. Si les partis de l'opposition ne sont pas d'accord, qu'ils parlent des faits et des objectifs poursuivis, et cessent d'échafauder des théories extraordinaires. Le peuple canadien saura faire la part des choses et décider du parti qui se montre le plus sérieux dans ses politiques à l'égard des États-Unis. Les réussites du gouvernement sont tangibles, elles ne tiennent ni de la timidité excessive ni de la fanfaronnade.

[Français]

Monsieur le président, en dépit des événements d'octobre 1970 et d'août 1971, il s'est fait de grandes choses au Canada. Les améliorations dont les Canadiens ont bénéficié dans les domaines de la justice sociale et de la qualité de la vie, l'indéniable réussite économique dans le secteur privé du monde des affaires, les progrès que nous avons réalisés sur le plan international, il faut certes les reconnaître, mais encore faut-il les considérer en tenant compte des rudes épreuves qu'il nous a fallu surmonter l'une après l'autre, en tenant compte aussi de l'agitation et des troubles qui ont marqué la vie nationale et les relations internationales de plusieurs autres pays. Ces réalisations ne sont pas le fait du hasard; elles témoignent avec éclat de la grande attention que, très tôt, le gouvernement actuel a consacrée à ses structures et à son organisation, de même que de son aptitude à gouverner.

Le pays que le gouvernement actuel entend édifier sera modelé en fonction d'intentions bien définies, en fonction d'objectifs bien arrêtés. Nous ne l'abandonnerons pas au cours aveugle et imprévisible des événements. Dans un tel dessein, la science et la technique sont deux facteurs de toute première importance. Et la santé de l'économie en est un autre.

• (1440)

Si notre pays ne dispose pas d'une certaine richesse, la plupart de nos objectifs d'ordre social demeureront hors d'atteinte. Mais l'accroissement de la richesse nationale ne signifie pas nécessairement une croissance économique désordonnée, tout comme le progrès et le bien-être social n'entrent pas nécessairement en conflit. Notre économie peut répondre aux besoins humains en fournissant de l'emploi, en procurant des biens, en offrant des services, sans pour autant susciter les terribles problèmes que connaissent certains pays: surpeuplement, détérioration de l'environnement, excessive complexité de la technique. Il faut trouver le juste milieu: il faut que l'homme soit en équilibre avec la nature, il faut que l'homme soit en harmonie avec ses semblables. Il faut réaliser des conditions qui assurent une rentabilité raisonnable à tous les secteurs de l'économie, y compris l'industrie primaire des denrées alimentaires, et qui en favorisent à la fois l'efficacité et l'autonomie. Mais ces conditions doivent être conciliables avec la nécessité d'un environnement sain et d'un ordre social propice à l'épanouissement de la personne.

Certains des problèmes auxquels doit faire face l'économie canadienne actuellement sont semblables à ceux que connaissent nombre d'autres pays; on peut rapprocher la manière dont le Canada a paré à ces difficultés avec les résultats obtenus par les autres pays. Nos solutions, dans la plupart des cas, sont des plus satisfaisantes. Certains de nos problèmes toutefois tiennent aux singularités de l'économie canadienne. Nulle part ailleurs qu'au Canada les exportateurs n'ont si librement accès au marché le plus vaste et le plus diversifié du monde; nulle part la situation

de l'investissement n'est aussi favorable à la circulation de valeurs étrangères; nulle part des secteurs importants de l'économie de deux pays ne sont aussi intimement intégrés qu'au Canada et aux États-Unis.

Notre façon de régler ces problèmes ne retentira pas seulement sur notre niveau de vie. Les réponses que nous apporterons contribueront à déterminer l'avenir même du Canada et à modeler la forme de notre société. Pareilles considérations ont fortement marqué la politique sur la science et la technologie, ainsi que le projet de stratégie industrielle que les ministres responsables exposeront à la Chambre.

Les députés de l'opposition ne manquent pas de nous faire observer que les mesures de ce genre sont peut-être très valables pour l'avenir, mais, se demandent-ils, qu'en est-il de l'état présent de l'économie? Et qu'en est-il de tous ceux qui, aujourd'hui même, sont sans travail? Je reconnais volontiers le bien-fondé de ces questions, monsieur le président. J'aimerais bien discuter de cela avec les députés de l'opposition, mais, afin de mieux faire comprendre aux Canadiens la situation et la valeur des moyens proposés pour y remédier, il faudrait tenir compte de tous les facteurs relatifs au problème du chômage au Canada. Il ne faudrait pas oublier le nombre immense d'emplois présentement créés au Canada, ni le fait que, de 1965 à 1970 (dernière période pour laquelle nous disposons de statistiques comparatives), ni le fait, dis-je, que, durant ces cinq années, plus d'un million d'emplois ont été créés au Canada, chiffre qui dépasse la somme globale des nouveaux emplois créés en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Suède et au Royaume-Uni. Ces sept pays, qui réunissent une population douze fois plus considérable que la nôtre, ont créé, tous ensemble, moins d'emplois que le Canada ne l'a fait au cours de la même période. Or, la poussée à cet égard se maintient. Au Canada, en 1971, on a enregistré plus de 200,000 nouveaux emplois.

Mais l'opposition, monsieur le président, quand elle discute, ne veut pas se soucier de ces facteurs. Elle préfère fermer les yeux sur ce qui a été accompli; elle préfère recourir à cette prétention simpliste selon laquelle le gouvernement demeure insensible au chômage et ne s'intéresse pas à créer des emplois. Il ne faut pas être bien malin pour trier ainsi les faits et rejeter ceux qui nuisent au sectarisme politique. Il serait donc insensible au chômage, le gouvernement qui a mis sur pied le ministère de l'Expansion économique régionale, lequel a dépensé, pendant les trois dernières années, 907 millions de dollars pour la création de nouveaux emplois dans les régions qui en avaient le plus besoin? C'est ce même gouvernement qui a établi tous ces programmes de formation et de mobilité de la main-d'œuvre en vue d'améliorer la compétence des travailleurs et de les adapter aux emplois disponibles. C'est ce même gouvernement qui a clairement fait savoir aux États-Unis qu'il ne ferait pas de concessions commerciales unilatérales au préjudice des travailleurs canadiens.

C'est ce même gouvernement, monsieur le président, qui s'est employé à rationaliser plusieurs grands secteurs de l'industrie, de façon à les rendre plus efficaces, et qui va proposer durant cette session une stratégie industrielle, ainsi que des amendements à la loi sur les justes méthodes d'emploi et au Code canadien du travail. C'est encore ce même gouvernement qui a présenté des modifications radicales à la loi sur l'assurance-chômage, et qui a conçu le programme d'initiatives locales, grâce auquel on a pu créer cet hiver 82,500 emplois.